

l'imposition d'un droit de douane de 35 p. 100 sur les bardeaux, menaçant ainsi 4,000 emplois en Colombie-Britannique, le premier ministre (M. Mulroney) et son secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) ont pris la mouche, envoyé un télex au président Reagan, menacé de recourir à des représailles et parlé de prendre toute une panoplie de mesures économiques si le gouvernement américain ne revenait pas sur sa décision. Puis, le gouvernement canadien a parlé d'une compensation de la part du gouvernement américain. Tout le monde a retenu son souffle jusqu'à ce que les hauts fonctionnaires canadiens rentrent de Washington les mains vides. Aujourd'hui, nous savons qu'il n'y aura ni représailles, ni compensation, ni suppression du droit de douane.

Que sont devenues les relations privilégiées du premier ministre avec le président Reagan? Existente-elles vraiment ou ne sont-elles qu'une tactique maladroite de relations publiques des conservateurs? Une autre page de l'histoire de l'incompétence et de l'incohérence du gouvernement a été écrite ces dix derniers jours. Quelle comédie!

* * *

L'AIDE EXTÉRIEURE

L'AFRIQUE DU SUD—LA SESSION SPÉCIALE DES NATIONS UNIES—LA PARTICIPATION DU CANADA

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, la semaine dernière le Canada a joué un rôle utile à la session spéciale de l'ONU sur l'Afrique. La ministre des Relations extérieures (M^{me} Vézina) a donné le ton quand elle a annoncé un moratoire de 15 ans sur la dette des pays du Sahel. Notre ambassadeur, Stephen Lewis, a présidé un comité spécial qui a travaillé nuit et jour pour préparer un document qui reconnaît l'importance de la dette africaine et le très lourd fardeau imposé à de nombreux pays africains. Toutefois, aucune somme précise ne se rattache à cette vague promesse d'aide.

Étant donné le besoin africain, le Canada ne peut se contenter d'un programme minime, même si ce programme est beaucoup plus satisfaisant que ceux des pays de deuxième ordre comme l'Albanie ou celui des États-Unis qui font des analyses très poussées mais qui sont avares de fonds.

* * *

LA MONNAIE

L'EFFIGIE DE LA REINE SUR LA NOUVELLE PIÈCE DE UN DOLLAR

M. Bill Vankoughnet (Hastings—Frontenac—Lennox et Addington): Monsieur le Président, en janvier 1987, la Monnaie royale canadienne frappera 300 millions de nouvelles pièces de monnaie d'un dollar à son installation de Winnipeg. Elles seront ensuite mises en circulation dans tout le pays. La pièce de nickel plaquée bronze aura 11 côtés, sera légèrement plus grande qu'une pièce de 25c. et durera 19 ans de plus qu'un billet de un dollar. Elle sera ornée d'un côté du voyageur traditionnel des pièces de un dollar et de l'autre côté du portrait de la reine Elizabeth II.

En tant que descendant des loyalistes de l'Empire uni et citoyen fier de l'histoire et du patrimoine de notre pays, je suis

heureux d'apprendre que notre reine est représentée sur cette nouvelle pièce de monnaie. Notre pays a été bâti par nos ancêtres qui étaient de loyaux sujets de la monarchie. Il convient donc que notre histoire soit protégée et représentée sur notre monnaie. J'incite tous les députés à appuyer la représentation continue de notre reine sur les pièces de monnaie canadienne.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES AUDIENCES DE LA COMMISSION MONDIALE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT

M. Stan Darling (Parry Sound—Muskoka): Monsieur le Président, c'est la Semaine de l'environnement au Canada. Elle fait suite aux audiences de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, tenues la semaine dernière à Ottawa. Le ministre canadien de l'Environnement (M. McMillan) a ouvert les audiences de la commission avec un discours enthousiaste la semaine dernière et a participé hier soir à l'émission *The Nation's Business*. Il a également ouvert officiellement la Semaine de l'environnement, ce matin, sur la colline du Parlement. La commission, composée de représentants du monde entier, a été présidée par le nouveau premier ministre de la Norvège, M^{me} Gro Harlem Brundtland.

La Commission mondiale sur l'environnement et le développement pourrait bien constituer la dernière manifestation internationale de cette nature avant la fin du siècle. Il est tout à fait approprié que la Semaine de l'environnement au Canada suive immédiatement ces audiences importantes. Tous les Canadiens doivent s'employer à assurer un environnement plus sain aux générations à venir. Pour le bien commun, le gouvernement doit poursuivre dans ce sens et insister pour obtenir dans le monde entier une plus grande sécurité en matière d'environnement et de développement.

* * *

● (1405)

LE CANADIEN NATIONAL

LES EMPLOIS SUPPRIMÉS DANS LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE

M. Fernand Robichaud (Westmorland—Kent): Monsieur le Président, le CN a annoncé, vendredi dernier, qu'il supprimera 105 emplois dans les provinces de l'Atlantique dont 62 rien qu'au Nouveau-Brunswick. Ces licenciements s'ajoutent aux 225 mises à pied effectuées aux ateliers de cette société, à Moncton, l'automne dernier.

Nous perdons 105 emplois parce que le CN est en train d'intégrer et de rationaliser son réseau ferroviaire et le Nouveau-Brunswick est la province la plus touchée de toutes. Quel est le fondement d'une telle opération? Combien d'autres mesures du genre devons-nous supporter? Les doit-on à la présence de nos représentants au cabinet fédéral? N'y-a-t-il personne pour dire: «Assez, c'est assez»? Je demande instamment aux députés du Nouveau-Brunswick, et surtout au ministre d'État aux Forêts (M. Merrithew), de s'opposer à cette rationalisation injuste.